



Traduire

Revue française de la traduction

228 | 2013

Technique et pragmatisme

Le discours spécialisé à l'ONU : chances et défis pour le traducteur

Marie-Josée de Saint Robert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traduire/510>

DOI : 10.4000/traduire.510

ISSN : 2272-9992

Éditeur

Société française des traducteurs

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013


Pagination : 6-21

ISSN : 0395-773X

Référence électronique

Marie-Josée de Saint Robert, « Le discours spécialisé à l'ONU : chances et défis pour le traducteur », *Traduire* [En ligne], 228 | 2013, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/traduire/510> ; DOI : 10.4000/traduire.510

Le discours spécialisé à l'ONU : chances et défis pour le traducteur



Marie-Josée de Saint Robert (1)
*Chef du Service linguistique
Office des Nations Unies à Genève*

En diplomatie multilatérale, comme dans tout domaine d'un haut niveau de spécialisation, la qualité d'une traduction dépend des compétences que maîtrise le traducteur, outre sa connaissance des langues et des disciplines dans lesquelles il travaille.

Pour pouvoir traiter avec la justesse dans l'expression requise les discours spécialisés de l'ONU, qu'il s'agisse d'une déclaration d'un registre soutenu sur les grandes questions mondiales, d'un instrument juridique international ou d'une norme technique d'application universelle, le traducteur doit acquérir, au terme d'un entraînement poussé, un ensemble de règles, mis au point par les gestionnaires de la traduction à l'ONU. En effet, comme le relève van Deth (1985), « plus l'activité traduisante sera qualifiée, plus elle sera réservée à des personnels longuement formés ».

L'objet de cet article est de recenser les compétences spécifiques requises du traducteur à l'ONU et d'en tirer des enseignements quant au rôle de la traduction en milieu multilingue.

Traduire pour les Nations Unies nécessite la connaissance d'au moins deux langues sources, qui doivent être des langues officielles de l'ONU(2), et une parfaite maîtrise de la langue cible, dite langue principale du traducteur, qui est, elle aussi, une des langues officielles de l'Organisation, le traducteur étant appelé à traduire exclusivement dans sa langue principale. Langue source et langue cible font appel à des savoirs qui ne se recouvrent pas complètement. La connaissance de la langue source suppose que soient non seulement connus sa syntaxe, son vocabulaire, ses expressions imagées et ses métaphores, mais aussi ses connotations, allusions et présupposés culturels, historiques, littéraires, politiques et sociaux. Dans sa langue cible, le traducteur doit savoir éviter les faux-amis, fréquents entre langues parentes ; il doit être capable de rendre dans un style châtié toutes les nuances de l'original et être en mesure de manier différents registres de la langue. Son texte doit se lire sans qu'aucun mot ne distraie l'attention

(1) Les opinions exprimées ici sont strictement personnelles et n'engagent nullement l'ONU.

(2) Les langues officielles de l'ONU sont, par ordre alphabétique, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

de son contenu, comme s'il s'agissait d'un texte original destiné à toutes les catégories de lecteurs. Ainsi, si le traducteur doit faire preuve de son sens de la langue cible, il ne doit pas perdre de vue la communauté internationale au sens large à laquelle il s'adresse.

Cette double adéquation aux idées et intentions de l'auteur, d'une part, aux attentes du lecteur, d'autre part, observable chez tout bon traducteur, nécessite du spécialiste des langues à l'ONU une grande capacité à se couler dans la pensée d'autrui, même si ce dernier n'a pas employé le mot juste ou s'il a tendance à transposer les structures syntaxiques de sa langue dans celle dans laquelle il choisit de s'exprimer⁽³⁾. Les phrases vagues ou ambiguës font partie de l'ordinaire du traducteur en milieu diplomatique, tout comme les barbarismes et les solécismes, les rédacteurs non natifs des langues officielles y étant majoritaires. La langue réputée être la plus connue n'est plus toujours reconnaissable, comme le remarque Power (2005).

Face aux originaux de mauvaise facture, symptômes d'une connaissance sommaire de la langue que l'on observe aussi chez les locuteurs natifs, le traducteur doit veiller à ne pas tomber dans les travers des textes qu'il traduit. Les mauvais exemples foisonnent : le terme *methodology*, courant en anglais dans le sens de méthode employée pour parvenir à un résultat, est parfois indûment traduit par « méthodologie » par symétrie sans doute avec l'anglais, ce que les bons traducteurs déplorent et évitent. Il reste que certains termes, bien que mal forgés, se sont imposés dans le vocabulaire diplomatique. Il en est ainsi du terme « mine anti-personnel », calqué sur l'anglais *anti-personnel mine*, qui désigne une charge explosive qui se déclenche au passage de personnes (par opposition à une mine que déclenche le passage d'un véhicule, qu'on nomme alors « mine anti-char »). Le mot « personnel », qui dans ce terme ne se décline pas en nombre en français, ne se réfère pas au personnel d'une armée, mais à toute personne susceptible d'être victime d'une mine, parfois des décennies après la fin d'un conflit. Il n'est cependant pas rare à l'ONU qu'un texte contenant des fautes manifestes soit adopté tel quel, et repris tel quel pendant de nombreuses années, sans que les spécialistes des langues ne soient autorisés à le retoucher de peur de compromettre l'accord âprement négocié dont le texte final garde la trace. Le traducteur de l'ONU doit respecter les règles de l'art, définies selon trois exigences.

(3) Les interférences sont légion entre langues maternelles et langues dans lesquelles rédigent les auteurs de rapports à l'ONU. Aussi n'est-il pas rare de rencontrer dans les textes anglais de l'ONU une phrase du type *The project has been approved not approved*, qui, en chinois, correspond à une interrogation, au grand dam des lecteurs non habitués à reconnaître les interférences entre langues en contact.

1. Éviter tout pédantisme et tout jargon. Un texte à l'ONU est en règle générale vecteur de connaissances spécialisées, mais n'est pas destiné aux seuls initiés

La terminologie et la phraséologie propres à l'ONU ne sont pas considérées ici comme relevant du jargon, mais plutôt du discours spécialisé. Elles ont été établies pour répondre principalement à deux nécessités. En premier lieu, l'ONU, comme toute institution, a besoin de décrire les réalités qui sont les siennes, celles de la diplomatie multilatérale (que l'on retrouve également dans d'autres instances internationales) et celles qui se rapportent à son propre fonctionnement. On peut citer, par exemple, le terme de la nouvelle diplomatie issue de l'après-guerre froide, qui désigne les convergences de vues entre pays, *like-minded countries*, pour lequel existent de nombreuses traductions en français :

- « pays ayant la même optique »,
- « pays partageant la même optique »,
- « pays partageant les mêmes idées »,
- « pays partageant les mêmes vues »,
- « pays ayant les mêmes aspirations »,
- « pays concordants »,
- « pays dont les intentions sont les mêmes »,
- « pays dont les objectifs sont les mêmes »,
- « pays dont les ambitions sont les mêmes »,
- « pays dont les idées sont les mêmes »,
- « pays dont les sympathies sont les mêmes »,
- « pays animés du même esprit »,
- « pays animés par les mêmes sentiments »,
- « pays attachés aux mêmes principes »,
- « pays de même tendance »,
- « pays de même bord »,
- « pays qui ont des besoins similaires »,
- « pays partageant plus ou moins la même position »,
- « pays ayant les mêmes intérêts »,
- « pays de sensibilité analogue »,



- « pays ayant entre eux des affinités »,
- « pays idéologiquement proches »,
- « pays qui se réclament des mêmes idées »,
- « pays qui voient les choses de la même façon »,
- « pays ayant les mêmes centres d'intérêt »,
- « pays qui partagent la même analyse ».

On reprendra la traduction qui a été retenue pour ce terme dans un titre, tel que la Déclaration de Cancún des pays hyperdivers animés du même esprit⁽⁴⁾, ainsi que pour les termes qui en sont dérivés⁽⁵⁾. Notons que l'adjectif « homodoxe » a été proposé pour ce terme par la Commission de terminologie et de néologie du ministère des Affaires étrangères français et que sa recommandation officielle a été jugée particulièrement heureuse par l'Académie française (dans ses remarques en date du 25 janvier 2013). Dans les autres cas, le choix de l'expression est laissé au traducteur. Un néologisme maison récent pour désigner des prestations de l'ONU envers les États membres mérite d'être mentionné : en 2012, l'initiative portant sur la réduction, lors des conférences, du nombre de documents distribués sous forme imprimée, a fait connaître la notion de réunions économes en papier, désignée en anglais par le néologisme *paper-smart meetings*, qu'il n'a pas semblé utile de créer en français.

Une autre source de néologismes employés à l'ONU tient à la mission même de l'ONU, qui est de recenser les bonnes pratiques et les propositions des membres de la communauté internationale qui font avancer les idéaux qui sont les siens. Ainsi les néologismes que l'on trouve dans les documents des Nations Unies n'ont en principe pas vu le jour sous la plume des fonctionnaires, mais dans les rapports d'experts ou les déclarations des représentants des États membres. Les vocables sont ensuite repris dans les documents de l'ONU, l'ONU jouant pour ces néologismes le rôle de caisse de résonance. Par exemple, le terme « patrimoine commun de l'humanité » a été lancé le 1^{er} novembre 1967 par l'ambassadeur de Malte, Arvid Pardo, dans un discours devant l'Assemblée générale dans lequel il déclara que le fond des mers devait être considéré comme « patrimoine commun de l'humanité », terme repris fréquemment depuis lors, y compris dans l'article 136 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, conclue en 1982.

(4) Qui correspond au titre anglais *Cancun Declaration of Like-minded Megadiverse Countries* cf. document A/CONF.199/PC/17 en date du 15 avril 2002.

(5) « Groupe de pays hyperdivers animés du même esprit » cf. la base de données terminologiques de l'ONU UNTERM.un.org (consulté le 19 mars 2013). On trouve aussi dans cette base de données l'origine du néologisme *megadiverse*, traduit par « hyperdivers » en français, dans le domaine des relations internationales et de la biodiversité ; il s'agit d'une notion, créée par Russell A. Mittermeier, qui se réfère aux pays sous les tropiques, lesquels possèdent une très grande variété d'espèces animales et végétales, d'habitats et d'écosystèmes.

Plus récemment, le terme « renforcement des capacités », calque de l'anglais *capacity building*, est apparu lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. Si sa définition fait toujours l'objet de controverses selon qu'il s'agisse d'améliorer et de valoriser les aptitudes organisationnelles et opérationnelles des institutions ou bien des individus et des collectivités, son origine remonte sans conteste aux années 1970, le terme étant utilisé alors par Paulo Freire et les ONG militant en faveur d'un développement centré sur l'individu. Le terme « capacités » a été précisé dans les années 2000 lors des travaux de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques où il fut question de « renforcer les capacités d'adaptation » (*to enhance adaptive capacity*) des pays. Le terme « capacités » est suivi en français d'un complément (*Le Petit Robert* mentionne les « capacités intellectuelles, artistiques, etc. ») ; sous l'influence de l'anglais, le terme est utilisé sans complément dans de nombreux contextes où son sens reste vague, ce qui ne facilite pas la compréhension de la notion.

Les mots simples et usuels, appropriés aux circonstances, doivent être privilégiés, ce qui correspond à la définition du bon usage⁽⁶⁾. Cette simplicité s'inscrit également dans la forme. Vu la diversité des textes à traduire, le traducteur doit savoir apprécier la valeur et le ton propre à chaque texte. Les textes techniques, en général d'expression simple et concrète, tout comme les projets de résolution, les textes juridiques, voire les textes politiques ou économiques où tous les mots sont pesés, exigent que l'on suive de près la construction de la phrase originale. Cette fidélité à l'original s'impose eu égard à l'importance des textes à l'ONU : ceux-ci sont discutés en séance, la concordance des versions linguistiques est examinée de près, les écarts par rapport aux formules habituellement employées ou par rapport à l'original sont relevés et souvent considérés comme étant intentionnels. Le traducteur doit se garder d'interpréter l'original ou d'ajouter des mots qui n'y figurent pas⁽⁷⁾. Le souci d'élégance de la forme doit s'effacer devant celui de la conformité à l'original. Le devoir de clarté ne doit pas conduire à préciser indûment un texte dont le flou ou l'ambiguïté sont délibérés. Une lecture aisée du texte traduit doit être préservée dans toute la mesure du possible, le traducteur devant parfois s'accommoder de littéralismes, imposés par les usagers ou les auteurs de textes français officiels, comme on l'a vu dans le cas de « capacités ».

Si comme le soutient Charnock (1999), le langage technique paraît plus facile à traduire que la langue de tous les jours parce qu'il semble présenter moins de difficultés d'interprétation linguistique, l'obligation de simplicité et de clarté ne permet pas à l'ONU une transposition systématique. Confronté à des textes où les néologismes marquent la nouveauté avec laquelle

(6) L'emploi de mots ordinaires est privilégié par l'Académie française dans ses pages « Dire, ne pas dire » où le parasitage de la langue par un vocabulaire « pédantesque » est dénoncé (Fumaroli, 2013).

(7) Le syntagme « Agrees in principle to the need of an expert group to assist the Committee... » est bien traduit par « Reconnaît en principe qu'il est nécessaire qu'un groupe d'experts aide le Comité... » et non par « Reconnaît en principe la nécessité de créer un groupe d'experts pour assister le Comité ... » (ONU, 1988).

leurs auteurs abordent les grandes questions internationales, ou en présence de descriptions de réalités inconnues dans sa langue, le traducteur n'est pas libre d'employer des termes nouveaux si ceux-ci ne sont pas entrés dans l'usage⁽⁸⁾. Il n'a pas le loisir non plus d'exprimer au moyen de notes du traducteur des notions nouvelles, notes pourtant si utiles lorsque la distance culturelle entre l'auteur et le lecteur est importante. Il lui faut donc parfois faire assaut d'ingéniosité. Ainsi, le traducteur peut conserver le terme dans sa langue d'origine, quitte à le faire suivre d'une explication entre parenthèses⁽⁹⁾ ou d'une traduction approximative⁽¹⁰⁾ ; dans la plupart des cas, il privilégie la phrase explicative, s'il semble que l'emprunt n'a cours que dans le cercle restreint des initiés.

Ainsi, le terme *cogeneration plant* aujourd'hui traduit par « usine de cogénération » (terme qui désigne une usine qui produit simultanément de l'électricité et de la chaleur utile — de l'eau chaude, de la vapeur, par exemple), a dans un premier temps été rendu par une locution « génération combinée de chaleur et d'électricité » ; l'adjectif *carbon-free* peut se traduire par « n'utilisant pas de carbone », « exempt d'émissions de carbone », « sans carbone », « non carboné », « ne libérant pas de carbone » [si le produit contient du carbone], mais le néologisme « décarboné » que l'on trouve dans la littérature technique⁽¹¹⁾ bien qu'il y soit considéré comme ambigu, voire abusif lorsqu'il qualifie un véhicule — le carbone ne provenant pas uniquement des émissions du moteur, mais aussi de celles de sa construction et de son fonctionnement⁽¹²⁾ n'est pas attesté dans les documents de l'ONU. Le terme « décarbonisation » y a cours cependant et correspond à l'anglais *decarbonization*. La notion de « sobriété énergétique », attestée dans la littérature technique dès 1994, mais peu courante, n'a pas davantage cours à l'ONU où la notion d'« efficacité énergétique » semble occuper tout le champ sémantique des économies d'énergie préconisées par l'ONU dans tous les domaines d'activité.

Avec la banalisation rapide dans la langue générale des mots techniques grâce aux médias, il n'est pas rare que les équivalences établies dans le souci de la clarté au moment de l'apparition d'un néologisme dans les textes de l'ONU ne soient modifiées par la suite à la lumière de l'usage, tant interne qu'extérieur à l'ONU, ce qui limite l'utilité des mémoires de traduction, fondée sur la fréquence avec laquelle les mêmes termes sont utilisés dans les textes. Par

(8) Les dictionnaires restent la source de référence en la matière. L'internet donne instantanément au traducteur une idée de l'usage d'un néologisme au nombre de fois qu'il est utilisé dans les pages de la toile, mais ce dernier cherchera toujours à s'assurer de la fréquence de son emploi dans les sources officielles, ce qui pourra prendre beaucoup de son temps.

(9) Le système juridique anglo-saxon est, par exemple, désigné tel quel sous son nom anglais *common law* en français.

(10) Par exemple, dans la traduction d'un texte anglais relatif au système juridique de la République dominicaine, on trouve *procurador (court attorney)* [source : CCPR/C/WG/102/DR/1531/2006].

(11) Source : <http://www.gdfsuez.com/journalistes/breves/inauguration-de-la-centrale-de-cogeneration-biomasse-pour-lusine-saipol-de-grand-couronne/> le 28 juillet 2012.

(12) Source : Wikipédia.

ailleurs, le traducteur doit également être conscient du fait que son texte servira à des locuteurs non natifs de sa langue qui, soit le liront et devront le comprendre, soit auront à le citer ou à le traduire à leur tour ; il doit veiller à ce que le message transcodé soit le plus fidèle possible au texte de départ sans chercher à l'adapter selon les règles stylistiques de sa langue ; il lui faut pour cela redire ce qu'il a compris, avec le vocabulaire et les tournures propres à la spécialité et répandus dans l'usage.

En présence de contenus nouveaux, le traducteur devient souvent terminologue : il relève les termes nouvellement apparus dans la langue source, vérifie qu'il a bien compris leur sens, recherche leurs équivalents dans sa langue cible, les fait valider par les réviseurs spécialisés dans le domaine ou les spécialistes des départements demandeurs de traduction qui connaissent la langue source et la langue cible.

Il n'est pas rare que le traducteur s'écarte de la terminologie officielle d'un pays pour mieux désigner les réalités propres à son institution. Dans le cas de la terminologie des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), les équivalents proposés par les autorités nationales russes (le ministère des Finances de la Fédération de Russie) ont dû être adaptés à l'environnement de l'ONU par les réviseurs de langue russe⁽¹³⁾. Les experts recrutés par les organisations internationales, traducteurs ou responsables de programmes sont souvent mieux placés pour arrêter des équivalents terminologiques ou pour valider des propositions en raison de leur connaissance du terrain. Les termes ainsi travaillés seront ensuite communiqués au terminologue attitré pour qu'ils soient inclus dans la base de données terminologiques.

2. Traduire pour être compris de la communauté linguistique à laquelle on s'adresse

Cette exigence dicte au traducteur le choix de termes qui seront compris par tous les locuteurs de sa langue cible. On parlera ici de neutralité géographique. Cette neutralité dans le choix des termes et des expressions idiomatiques s'entend dans au moins trois acceptions : neutralité par rapport à la volonté d'un État ou de ses représentants de faire prévaloir à l'ONU un terme plutôt qu'un autre, neutralité par rapport au choix de termes qui ne seraient compris que par une partie de la communauté linguistique et non de la communauté tout entière, et neutralité par rapport aux batailles commerciales que se livrent les fabricants par termes techniques interposés, termes qu'il faut néanmoins employer dans les normes établies par les experts aux Nations Unies.

(13) Communication personnelle de Mikhail Kuzmenko, réviseur, Section russe de traduction auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Dans le cas de la neutralité par rapport à la volonté des États, citons l'exemple d'expertes du Paraguay, du Chili et du Pérou auprès du Comité des droits de l'enfant qui ont souhaité que le terme *juvenile justice* soit traduit en espagnol par *justicia juvenil*, sur le modèle anglais de *juvenile justice* et non plus par *justicia de menores*, notion qui est rendue en français à l'ONU par « justice pour mineurs » depuis son apparition dans les textes de l'ONU en 1979. C'est le terme « justice des mineurs » qui s'est implanté en français de France par la suite, mais n'a pas été jusqu'à présent repris à l'ONU, peut-être en raison de son ambiguïté : il pourrait donner à penser que ce sont les mineurs qui se rendent justice entre eux, ce qui n'est pas le cas ; dans Wikipedia le terme retenu est moins ambigu : « justice pénale des mineurs » ; le fait que le terme « justice pour mineurs » ait été maintenu à l'ONU s'explique aussi par l'importance accordée aux précédents, dont il ne faut s'écarter qu'en cas de nécessité absolue. En espagnol d'Amérique latine, le terme *menor* est perçu comme synonyme de « délinquant », aussi a-t-il été jugé préférable de lui substituer l'adjectif *juvenil* chaque fois que cela était possible⁽¹⁴⁾. Mais si la Section espagnole de traduction a bien introduit *justicia juvenil* dans ses textes, elle n'a pas suivi l'avis des experts qui souhaitaient également que soit employé le terme *juez juvenil* à la place de *juez de menores*. On voit, à cet exemple, que l'introduction d'un terme peut donner lieu à la création d'autres dérivés dont il faut juger de l'opportunité avant de les consacrer.

Quant à l'emploi de termes « neutres » au sens où ils seraient compris par toute une communauté linguistique et non par une partie seulement de celle-ci, un terme tel que « employé de maison » n'est pas utilisé à l'ONU, car les francophones considèrent qu'il ne serait compris que des locuteurs du français de France. Le terme retenu pour traduire cette notion est « travailleur domestique », qui figure dans les textes de conventions du Bureau international du Travail et est censé être compris de tous les locuteurs francophones⁽¹⁵⁾. Par ailleurs, les expressions idiomatiques seront, elles aussi, évitées dans la mesure du possible. La traduction du syntagme *without any interruption* par « sans solution de continuité » a été contestée par un lecteur francophone à l'ONU pensant que le texte français ne correspondait pas au texte source anglais. En fait, ce francophone révélait ainsi son ignorance de l'expression consacrée qui rendait bien l'idée de l'anglais, comme le confirme le *Trésor de la langue française* en ligne qui définit ainsi « solution de continuité » : « séparation, division de parties d'une chose abstraite ou concrète ». L'expression « sans solution de continuité » veut bien dire « sans interruption », mais c'est cette dernière expression qui est désormais privilégiée à l'ONU pour éviter tout malentendu. Le traducteur ne prend conscience des limites de son propre vocabulaire qu'au contact avec les traducteurs venant d'autres pays francophones ou que suite aux remarques qu'il aura reçues des lecteurs. Des réunions d'information sur les questions de langue permettent chaque année

(14) Communication personnelle d'Elvira Perez, Chef de la Section espagnole de traduction auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

(15) Communication personnelle d'Amadou Sow, Chef de la Section française de traduction auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

aux services linguistiques de répondre aux questions que se posent les États membres à propos de la terminologie employée dans les documents de l'ONU. C'est ainsi qu'une question sur l'expression quelque peu tautologique en anglais *safe drinking water* a permis de préciser que dans le vocabulaire de l'OMS, repris par l'ONU, il est apparu nécessaire de distinguer l'« eau potable » *drinking water*, à savoir l'eau propre à la consommation et aux usages domestiques, de l'« eau potable améliorée » *safe drinking water*, qui désigne une eau dont les caractéristiques microbiologiques et physico-chimiques correspondent aux normes de qualité de l'eau potable, telles que définies par l'OMS ou une autorité nationale. Dans ce dernier cas, on utilise aussi l'expression *improved drinking water sources* « sources améliorées d'eau potable ».

La troisième neutralité, celle vis-à-vis de la guerre commerciale que se livrent sur le marché les différents fabricants, est également primordiale. Les travaux du Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules⁽¹⁶⁾, au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, regorgent d'exemples de la nécessité pour le rédacteur tout comme pour le traducteur de trouver des termes et équivalents qui n'avantagent pas un constructeur par rapport à un autre. Le choix de désigner par le terme *electronic stability control*, ou son acronyme « ESC », le dispositif empêchant une embardée du véhicule par application des freins sur certaines roues pour ramener le véhicule sur la trajectoire voulue, ainsi qu'il est défini dans le *Glossaire des véhicules automobiles* (anglais-français) de l'Office des Nations Unies à Genève (1999), correspond à la volonté qu'a l'ONU de ne privilégier aucun des 57 constructeurs automobiles recensés dans Wikipedia⁽¹⁷⁾, puisque ce terme n'était jusqu'à une date récente utilisé que par deux d'entre eux (Kia et Škoda), et encore en alternance avec un autre terme (le site consulté en mars 2013 recense cependant un troisième constructeur qui l'utilise, Proton) parmi les 19 désignations utilisées par les constructeurs. Ce choix du traducteur de l'ONU s'explique aussi par le souci de promouvoir les normes internationales. En effet, le terme *electronic stability control* est notamment reconnu par l'Association européenne des constructeurs automobiles, la Société nord-américaine des ingénieurs automobiles et l'Association japonaise des constructeurs automobiles. Wikipedia le considère comme un terme générique. Quant à l'équivalent français retenu « système de contrôle de stabilité », il ne reprend pas le terme utilisé par les constructeurs français Peugeot et Renault, qui se contentent de désigner le dispositif par le terme anglais le plus courant, à savoir *electronic stability program* ou ESP. L'équivalent français est utilisé en alternance avec d'autres expressions : « contrôle de stabilité »⁽¹⁸⁾, « contrôle électronique de la stabilité directionnelle »⁽¹⁹⁾, « contrôle électronique

(16) Connu de 1952 à mars 2000 sous le nom de Groupe de travail de la construction des véhicules.

(17) Consulté en mai 2010 et mars 2013 sous le terme « electronic stability control ».

(18) ECE/TRANS/WP.29/GRRF/2007/0014.

(19) ECE/TRANS/WP.29/GRRF/2007/0017.

de stabilité »⁽²⁰⁾. La base de données terminologiques UNOCTERM mentionne aussi les équivalents suivants : système antidérapage, système anti-embardée, contrôle dynamique de stabilité, système de contrôle de trajectoire. On voit là le rôle que joue la reformulation dans la recherche de l'équivalent qui permettra une bonne compréhension de la notion exprimée en anglais. L'équivalent officiel de la Commission de terminologie du ministère français des Transports « électro-stabilisateur programmé », défini comme « système de régulation électronique de l'ensemble du comportement dynamique d'un véhicule » n'est pas attesté dans les textes de l'ONU, sans doute parce que le terme précédemment retenu à l'ONU a créé un précédent, mais aussi parce que le terme officiel ne permet pas, par rétro-translation du français vers l'anglais, de retrouver facilement le terme anglais correspondant⁽²¹⁾.

3. Tenir compte des précédents

Cette loi d'airain s'applique à l'ONU non pour brider la créativité du traducteur, mais pour lui rappeler que tout texte est déterminé par son histoire et par sa place et sa fonction dans le travail de l'organe ou la politique de l'État à l'origine du texte soumis à la traduction. La connaissance de la terminologie et de la phraséologie est incontournable dans le discours spécialisé, et est facilitée par la mise en place d'outils destinés à aider le traducteur dans sa recherche d'équivalents. Le traducteur doit tenir compte des termes précédemment utilisés et reprendre jusqu'à des pans entiers de textes précédemment traduits que l'auteur aura signalés comme étant des reprises ou qu'un assistant des références, expert en documentation, saura retrouver, non sans peine parfois en raison du recours par l'auteur à la paraphrase. Le fait qu'une unité administrative ait été exclusivement mise à la disposition des traducteurs pour leur fournir les précédents et les sources extérieures dont ils ont besoin pour traduire, montre l'importance qu'attache l'Organisation à la cohérence des textes qui tant dans leur présentation que dans leur contenu doivent être conformes aux règles. Le traducteur doit non seulement avoir une certaine familiarité avec le domaine spécialisé pour comprendre le texte se rapportant à ce domaine, mais il doit également savoir pourquoi ce texte a été rédigé, quel usage en fera l'organe demandeur (s'agit-il, par exemple, d'un document distribué en salle de conférence ou d'une liste de points à soumettre à un État membre, toutes choses hautement normées), tout document devant être rattaché au mandat d'un organe qui lui donne toute sa légitimité. C'est grâce à cet ensemble de connaissances acquises sur le terrain ou par la lecture des journaux et des ouvrages spécialisés que le traducteur participe à l'amélioration du texte qu'il traduit. Il joue alors le rôle de relecteur susceptible de déceler des erreurs dans l'original, qu'il signalera selon la procédure préalablement établie.

(20) ECE/TRANS/WP.29/GRRF/2007/0024.

(21) Cf. de Saint Robert (2010).

En guise d'illustration de ce qui précède, prenons le cas de la terminologie de la construction automobile, où *submarining* se réfère à la notion de *submarining of a manikin* et se traduit par « glissement de l'occupant sous la ceinture » et non pas par « sous-marinage » tout comme *tachometer* se traduit soit par « compte-tours » soit par « compteur de vitesse » mais non pas par « tachymètre » – toutes précisions figurant dans la base de données terminologiques UNOGLTERM, qui reprend le *Glossaire des véhicules automobiles* précédemment cité. Les phrases fréquemment employées à l'ONU ont également reçu une traduction adéquate que les moteurs de recherche permettent de retrouver facilement : « Subject to availability, simultaneous interpretation in English and French will be provided » « Sous réserve de disponibilité, la traduction simultanée en anglais et en français sera assurée ».

En milieu international, les auteurs de documents sont donc sensibilisés à la nécessité d'indiquer toutes les sources qu'ils utilisent pour rédiger et devraient sans doute l'être encore davantage. S'il s'agit de communications transmises par des gouvernements ou des organisations externes, les auteurs doivent également mentionner toutes les sources utilisées par ces gouvernements ou ces organisations, pour autant qu'elles leur soient connues.

Les textes repris à l'ONU présentent parfois une particularité supplémentaire en raison de la tendance qu'ont les délégués réunis par l'ONU à travailler en une seule langue, pour des raisons qui ne tiennent pas uniquement au manque de crédits pour l'interprétation et la traduction, et qui sont révélatrices d'un parti pris idéologique qui conduit à l'emploi d'une seule langue de travail en milieu international. Les auteurs de certains documents dits de pré-session, car écrits en vue d'une conférence, font apparaître des changements en mode visible, importants pour les délégués, mais dont les traducteurs n'ont pas à tenir compte, car le texte qui a servi de base aux travaux n'est pas toujours un texte qui a déjà été traduit ; il peut s'agir d'un texte élaboré par un groupe de travail informel en une seule langue, ou d'un texte élaboré à partir d'un texte de base déjà traduit, mais qui a été remanié plusieurs fois, dans une seule langue, aux cours des travaux préliminaires. Par prudence, il convient, dans ce cas, que le traducteur demande au département technique d'indiquer dans les copies marquées aux fins de la traduction tous les changements qui présentent un intérêt pour le traducteur.

Les traducteurs de l'ONU sont, quant à eux, conscients des obligations qui s'attachent à certains documents :

- a. Si le texte original a été amendé et que les changements apparaissent dans le texte soumis à la traduction, il leur incombe de faire apparaître également clairement dans le texte traduit les changements correspondants. Le lecteur doit alors pouvoir repérer, et dans le texte de départ et dans le texte d'arrivée, les changements dans les deux langues ;
- b. Dans le cas de textes juridiques ou de recommandations modifiés, seules les modifications doivent être traduites. Les textes de base ne doivent en aucun cas être retouchés même s'il s'agit de les améliorer. En effet, toute modification, même minime, au texte d'un traité ne peut

être apportée qu'en suivant la procédure officielle d'amendement prévue par le traité, qui dans la plupart des cas ne peut pas être lancée par le secrétariat, du moins sans passer au préalable par un groupe de l'organe ou une procédure de correction suivant les pratiques établies par la Section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'ONU. Ces procédures étant administrativement très lourdes, si un traducteur ou un réviseur estime qu'une correction à un texte existant (dans une version authentique d'un texte juridique) est nécessaire, il doit s'abstenir de l'introduire dans un texte d'une manière qui pourrait passer inaperçue. Il convient plutôt d'informer l'administrateur responsable qui se chargera de porter la question à l'attention de l'organe concerné qui pourra, s'il le juge nécessaire, ouvrir la procédure appropriée. Il convient de garder également à l'esprit que toute amélioration à un texte existant figurant dans un document soumis à la traduction peut avoir des répercussions sur de nombreuses autres parties de l'ensemble du texte juridique concerné qui, elles, ne figurent pas dans le document en question. Améliorer un texte du point de vue de la rédaction revient donc souvent à introduire des incohérences si l'ensemble du texte juridique n'est pas soumis à la révision.

La responsabilité du traducteur est clairement définie. Dans un traité déposé auprès du Secrétaire général de l'ONU, les versions linguistiques qui font juridiquement foi sont énumérées dans le traité lui-même. Dans les autres traités, la situation peut être différente. Dans les traités préparés, par exemple, sous l'égide de la Commission économique pour l'Europe, cette dernière ayant trois langues de travail : l'anglais, le français et le russe, on trouve de nombreux cas de figure pour les textes faisant foi : français seulement ; anglais et français ; anglais/français/russe ; anglais/français/russe/allemand ; les six langues officielles de l'ONU⁽²²⁾. Mais en règle générale, comme ces traités sont gérés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et ses organes, les textes et les modifications y afférentes sont traduits dans les trois langues de travail de la Commission. Les traductions effectuées par le Service linguistique de l'Office des Nations Unies à Genève, qui traduit les textes de la Commission, sont donc susceptibles de faire foi juridiquement, en tout cas pour les versions linguistiques

(22) Parmi les traités préparés sous l'égide de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et directement applicables par les États parties, on peut citer :

- i) l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) : le français et l'anglais font foi pour l'accord proprement dit, mais seul le français fait foi pour les annexes ; par contre le Secrétaire général est invité à établir une version des annexes en anglais « faisant autorité »,
- ii) l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) : le français, l'anglais, l'allemand et le russe font foi pour l'accord proprement dit ; seul le français fait foi pour le Règlement annexé ; le Secrétaire général est invité à établir des versions anglaise et russe du Règlement annexé « faisant autorité », tandis que le Secrétaire général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (CCNR) est invité à établir une version allemande du Règlement annexé « faisant autorité »,
- iii) l'Accord de 1958 (Construction des véhicules) : le français, l'anglais et le russe font foi pour l'Accord et les Règlements annexés. [source : Olivier Kervella, Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, communication personnelle, août 2012].

qui font foi selon le traité, si elles sont avalisées par les Parties contractantes. À noter qu'une erreur de traduction dans un amendement qui n'aurait pas été détectée avant le lancement d'une procédure d'amendement est susceptible d'entraîner des objections à l'amendement de la part des Parties contractantes. Il convient donc d'apporter le plus grand soin à ces traductions.

Les États membres sont libres de reconnaître ou non les traductions de l'ONU. Lorsqu'un gouvernement soumet un texte juridique à son parlement pour ratification, il le soumet généralement dans toutes les langues authentiques du traité, et généralement si la constitution du pays le prévoit, dans la ou les langues officielles du pays. Si une des trois langues de la Commission économique pour l'Europe n'est pas une langue authentique du traité — ce qui est parfois le cas du russe, un pays utilisant cette langue (par exemple, la Fédération de Russie) peut soit décider de faire confiance aux traductions effectuées par l'ONU soit décider de les vérifier ou d'effectuer ses propres traductions. Dans ce dernier cas, il est recommandé que le service de traduction se procure une copie de ces versions nationales, aux fins de vérification de sa propre traduction, sachant cependant que les traducteurs onusiens restent responsables pour établir la traduction officielle de l'ONU. Dans le contexte juridique international, en cas de litige lié à des erreurs de traduction, seules les versions linguistiques faisant foi selon le traité peuvent être invoquées pour régler le litige.

Or, dernièrement, le traducteur de l'ONU est confronté à des textes ou des parties de textes émanant des États membres qui n'autorisent pas leur compréhension immédiate en raison de l'absence d'éléments essentiels à leur homogénéité et à leur cohérence : les phrases y sont tronquées, allusives, et les règles syntaxiques et morphologiques appliquées de façon aléatoire. La distance qui sépare le traducteur de l'auteur — souvent un expert recruté pour un travail ponctuel, qui sera revu par un comité de lecture, puis remis longtemps avant qu'il ne parvienne au traducteur — oblige le traducteur de l'ONU à se transformer en reconstruteur de sens. Cette anomalie tient principalement à deux causes : d'une part, le texte initial de l'auteur a pu faire l'objet de modifications de la part des comités de lecture et le texte final soumis à la traduction n'est plus forcément celui de l'auteur, quand bien même ce dernier serait-il joignable par le traducteur pour éclaircir certains points de son texte⁽²³⁾ ; d'autre part, les secrétariats des organes de l'ONU se contentent souvent d'un rôle de boîtes aux lettres : ils reçoivent les rapports des États membres et ne se sentent pas autorisés à leur apporter des modifications, fussent-elles de forme, de peur d'être accusés d'en avoir altéré le sens. Ils préfèrent les envoyer tels quels à la traduction, sans que les spécialistes de la rédaction, rompus aux techniques de la correction de textes, aient voix au chapitre, eux non plus. Les États membres de leur côté ne voient pas toujours la nécessité de retravailler, pour des raisons terminologiques, grammaticales ou stylistiques, les textes qu'ils soumettent. En continuant de fournir des traductions

(23) Myers (1985 et 1990).

dans ces conditions extrêmes, le traducteur s'acquitte de sa tâche qui est de répondre à ce que la communauté internationale attend de lui. Il est cependant à craindre que des textes de moins en moins intelligibles lui parviennent⁽²⁴⁾.

Faire sens dans les règles de l'art exposées ci-dessus à partir d'un texte inintelligible exige du traducteur un effort supplémentaire et est pour lui source d'inconfort. Comment, dans ces conditions, épouser la pensée de l'auteur, quand il s'agit de rendre la position officielle d'un État, sans risque d'être la cause d'un incident diplomatique ? Est-il acceptable d'un point de vue déontologique de traduire dans une langue châtiée un texte original dont le contenu formel laisse à désirer ? La tendance à soumettre des originaux de mauvaise qualité en anglais, écrits par des locuteurs non natifs ou des locuteurs natifs peu soucieux des règles de grammaire et de style, entraîne une baisse de productivité de la part du traducteur à un moment justement où sa productivité fait l'objet d'une attention redoublée. Pour le gestionnaire d'un service de traduction, la tentation est grande de confier de tels textes chronophages aux traducteurs extérieurs, moins tenus par les normes journalières de productivité, alors qu'il eût été jugé préférable naguère, lorsque le respect de ces normes n'était pas considéré comme primordial, que ces textes fussent confiés aux traducteurs expérimentés du service.

Les spécificités de la traduction du discours spécialisé en milieu international et de la production de versions linguistiques de textes techniques de bonne facture à l'ONU militent en faveur d'une organisation de la profession de traducteur dont l'ONU offre un parfait exemple : elle a su constituer dès sa création en 1945 un corps de traducteurs et de réviseurs permanents dans les six langues officielles qui s'est spécialisé dans les nombreuses disciplines traitées à l'ONU, de l'espace extra-atmosphérique aux nanotechnologies. La stabilité de l'emploi qu'offre l'ONU à ce corps d'élite a très certainement contribué à motiver les traducteurs à se spécialiser et à actualiser en permanence leurs connaissances pour être en mesure de traiter tout document technique et de proposer des équivalents aux termes nouveaux au fur et à mesure qu'ils apparaissent dans les textes à traduire. Les traducteurs participent en cela au maintien des six langues officielles de l'ONU au rang de grandes langues scientifiques et techniques internationales.

Dans un avenir proche, des logiciels d'aide à la rédaction contenant la terminologie et les usages en vigueur à l'ONU, ainsi qu'une assistance grammaticale, viendront au secours des auteurs de textes destinés à être traduits à l'ONU. Ces logiciels permettent d'espérer que les traducteurs de l'ONU exerceront leur profession dans de meilleures conditions qu'actuellement. Nombre de recherches sur la pratique généralisée de l'anglais, en tant que langue véhiculaire, mettent en garde contre le risque de masquer, sous une même langue de

(24) Au point qu'on serait fondé à croire que ces textes sortent tout droit d'un système de traduction automatique. Un précédent existe : un texte anglais incompréhensible dans cette langue est devenu parfaitement lisible en arabe après avoir été soumis à Google Translate.

formulation, des différences culturelles et de créer ainsi des obstacles à la communication institutionnelle. Ces études mériteraient d'être davantage connues par les acteurs de la vie internationale et les évaluateurs des traducteurs, car elles invitent à prendre davantage conscience de l'illusion de compréhension mutuelle que propage une telle pratique (Tréguer-Felten (2009)). Ces études mettent indirectement en valeur le rôle du traducteur professionnel à l'ONU, qui non seulement connaît les termes et leurs équivalents dans les langues officielles et sait reformuler de façon claire un texte conçu dans une langue approximative, qui non seulement maîtrise les discours spécialisés et sait en éviter les pièges, mais qui a acquis la capacité à trouver d'instinct les formes à privilégier et les règles et conventions non écrites en vigueur dans l'institution pour laquelle il travaille. Ce rôle, indispensable en diplomatie multilatérale, est connu pour avoir permis de désamorcer nombre de conflits au point qu'il serait justifié de considérer la traduction au nombre des moyens de maintien de la paix dont dispose l'ONU.

mjdesaintrobert@yahoo.fr

Bibliographie

CHARNOCK Ross, 1999, « Les langues de spécialité et le langage technique : considérations didactiques », *ASp* 23-26 | mis en ligne le 09 novembre 2011, consulté le 04 janvier 2013. URL : <http://asp.revues.org/2566> ; DOI : 10.4000/asp.2566.

FUMAROLI Marc, 2013, « Revirement » Bloc-notes du 7 février 2013. <http://www.academie-francaise.fr/actualites/dire-ne-pas-dire-mars-0> (consulté le 23 février 2013).

MYERS Greg, 1985, « Texts as knowledge claims: The social construction of two biology articles », in *Social Studies of Science*, vol. 15, n°4, pp. 593-630.

MYERS Greg, 1990, *Writing biology: social construction of scientific knowledge*, Madison, Wisconsin, University of Wisconsin Press.

ONU, Division de traduction, Service français, 1988, *Manuel à l'usage des traducteurs*, SFTR/1/Rev.3, Nations Unies, New York.

POWER Carla, 2005, « Who owns English? Non-native speakers are transforming the global language », in *Newsweek*, 03/07.

de SAINT ROBERT Marie-Josée, 2010, « La recherche et la validation des termes techniques à l'ONU », in *Tradulínguas*, Lisbonne.

TRÉGUER-FELTEN Geneviève, 2009, « Comment évaluer l'impact de la lingua franca en milieu professionnel ? », in *Cahiers de l'APLIUT*, Vol. XXVIII N° 1 | 2009, pp. 14-26.

VAN DETH Jean-Pierre, 1985, *La traduction et l'interprétation en France*, Rapport présenté à Monsieur le Premier Ministre, Paris.

Marie-Josée de Saint Robert a étudié les langues et les relations internationales. Elle possède un doctorat du département d'études anglaises et nord-américaines de Paris-IV Sorbonne et un doctorat en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris. Elle travaille depuis 1978 à l'ONU, d'abord en tant que terminologue de langue française, au siège de New York puis auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, où elle devient gestionnaire : en 1993, elle est promue chef de la Section de terminologie et de documentation technique et en 2003, chef du Service linguistique, qui regroupe plus de trois cents traducteurs, référenciers, éditeurs, terminologues et spécialistes du traitement de texte. Elle est secrétaire depuis 1993 de la Réunion internationale annuelle sur la terminologie et la traduction assistées par ordinateur (JIAMCATT) <www.jiamcatt.org> et parle les six langues officielles de l'ONU.



Erreurs de localisation

